

COMMUNE DE GOUSSONVILLE

DEL2025_15 Portant sur le vote des tarifs de l'ALSH

L'an deux mille vingt-cinq, le 10 juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de M. Fabrice LEPINTE, Maire.

Date de convocation : 05/05/2025 Date d'affichage : 05/05/2025

Nombre de membres en exercice : 11 Nombre de membres votants : 8

| Prénom/Nom/Fonction | Présent | Absent | Excusé | Pouvoir |
|---|---------|--------|--------|---------|
| Fabrice LEPINTE (Maire) | Х | | | |
| Xavier ANQUETIN (1er adjoint) | Х | | | |
| François-Régis TARDY (3ème adjoint) | Х | | | |
| Gaël GUADEBOIS (4ème adjoint) | Х | | | |
| Patrick DUEDAL (Conseiller) | Х | | | |
| Nina DHOOGE (Conseiller) | Х | | | |
| Grégoire FLANDIN (Conseiller) | | | Х | X |
| Magali LEMAIRE (Conseiller) | Х | | | |
| Philippe MANCINI-HEITZELER (Conseiller) | | X | | |
| Véronique LEITERER (Conseiller) | | | Х | |
| Thierry GAUGUET (Conseiller) | | Х | | |

A été nommé(e) secrétaire de séance : François-Régis TARDY

EXPOSE

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'enfance et de la famille, la commune de Goussonville souhaite créer un **Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)** à compter du mois de **septembre 2025**, ouvert **les mercredis après-midi pendant les périodes scolaires**.

Ce nouveau service vise à proposer un accueil de qualité pour les enfants scolarisés dans la commune, en leur offrant un encadrement éducatif, des activités de loisirs, sportives, culturelles et de découverte, dans le respect des rythmes de l'enfant.

Afin d'assurer le fonctionnement de cette structure, la commune doit fixer une grille tarifaire permettant de participer aux frais d'encadrement, de matériel pédagogique et de fonctionnement. Les tarifs sont fixés en adéquation avec le centre de loisirs d'Arnouville-lès-Mantes, dans un souci d'équité et d'accessibilité pour toutes les familles.

IL EST DONC PROPOSE AU CONSEIL LA DELIBERATION SUIVANTE :

République Française



COMMUNE DE GOUSSONVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la volonté municipale de mettre en place un ALSH à compter du mois de septembre 2025, Considérant l'intérêt éducatif, social et familial d'un tel service pour les administrés,

DECIDE:

- De créer à compter du mois de septembre 2025 un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)
 les mercredis après-midi, durant les périodes scolaires.
- Que les tarifs de participation des familles domiciliées sur la commune de Goussonville sont fixés comme suit et incluent le goûter de seize heures

| Une journée | Montant |
|--|---------|
| 1 ^{er} enfant | 18.87€ |
| 2 ^{ème} enfant (80%) | 15.09€ |
| 3 ^{ème} enfant et suivants (60%) | 11.32€ |
| ½ journée (matin ou après-midi) | |
| 1 ^{er} enfant | 11.64€ |
| 2 ^{ème} enfant (80%) | 9.31€ |
| 3 ^{ème} enfant et suivant (60%) | 6.98€ |
| Tarif extérieur unique Journée ou ½ journée | 21.67€ |

- Qu'il n'est pas inclus dans ces tarifs la restauration du midi qui fera l'objet d'une réservation préalable et d'une facturation supplémentaire. Les repas pris à la cantine de l'ALSH le mercredi midi se verront appliquer les mêmes tarifs que ceux de la cantine de l'école municipale de la Rubaie.
- Que ces tarifs s'appliquent à compter du mercredi 3 septembre 2025.
- Dit que les crédits nécessaires au fonctionnement de ce service seront inscrits au budget communal.

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération et de toutes les démarches administratives relatives à la mise en œuvre de ce service.

Vote POUR: 8 CONTRE: 0 ABSTENTION: 0

Pour extrait, conforme au registre des délibérations

Le Maire, Fabrice LEPINTE OE GOUSE ON THE STATE OF THE ST

Le secrétaire de séance François-Régis TARDY

République Française



COMMUNE DE GOUSSONVILLE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture

Le: 13/06/2025

Publication ou notification du : 13/06/2025

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat ou de sa publication (article R. 421-5 du code de justice administrative).